

COVID-19 / RECONFINEMENT : tout mettre en œuvre pour protéger nos vies, se rassembler pour imposer d'autres choix politiques

Le constat dressé par le président de la République, ce 28 octobre, oblige à la responsabilité et à la mobilisation du pays et de l'ensemble de ses forces vives.

Face à l'explosion du nombre de patients admis à l'hôpital et dans les services de réanimation, face au nombre de décès et de drames familiaux, la protection de la santé des Français est plus que jamais une priorité. La situation de tension au sein de l'hôpital public, la détresse des personnels soignants confrontés à l'afflux constants de nouveaux patients, imposent de prendre toutes les mesures nécessaires pour enrayer la progression exponentielle de l'épidémie.

Si le reconfinement est sans conteste devenu nécessaire, c'est bien parce que la stratégie sanitaire du pouvoir a échoué, et que les alertes des scientifiques ont été minimisées. Emmanuel Macron et le gouvernement portent une lourde responsabilité. Et si chacun.e comprend que nous allons devoir vivre avec le virus, il est dangereux que cela conduise à priver durablement nos concitoyen-nes de leurs droits et libertés fondamentales, de leur vie sociale, familiale, culturelle.

Le déconfinement aurait dû être celui d'un changement de politique.

Celui d'une vaste mobilisation de moyens pour des recrutements massifs et des mises en formation, dans la santé et l'éducation, pour permettre de dédoubler les classes et garantir les meilleures conditions pour la réussite de tous les élèves.

Celui de la création de milliers d'emplois, notamment en recrutant des jeunes, au lieu du plan gouvernemental qui les enferme dans la précarité.

Celui d'une autre utilisation de l'argent, d'une sécurisation de l'emploi et de la formation de chaque salarié.e, d'une aide à la hauteur des besoins des TPE-PME au lieu de déverser des centaines de milliards d'euros à des groupes supprimant des activités et des emplois, de l'encadrement du télétravail, de mesures d'ampleur contre la pauvreté et la précarité.

La politique de l'exécutif a échoué

Le gouvernement ne peut s'exonérer de la situation dans laquelle se trouve l'hôpital. Lors des trois derniers PLFSS, trois milliards d'économies ont été demandées à l'hôpital public. Entre 2018 et 2019, 7 600 lits d'hospitalisation ont été fermés. Des fermetures de lits dans certains hôpitaux se sont poursuivies depuis mars. Pire, plus de 800 millions d'euros de baisse de crédits pour 2021 sont encore prévus dans le Projet de Loi de Finances. Quant aux personnels hospitaliers et des Ehpad, la revalorisation de leurs métiers est très loin d'être à la hauteur.

Le gouvernement a également échoué dans sa stratégie de prévention comme en témoigne le fiasco sur les tests, le traçage et l'isolement des malades.

Il a enfin refusé d'assumer la gratuité des masques.

Le Parti communiste français regrette, pour toutes ces raisons, que ses propositions, au printemps, n'aient pas été entendues par le gouvernement et le président de la République.

Ce nouveau confinement nécessaire doit être mis à profit pour engager une véritable rupture avec les choix opérés depuis le début de la pandémie.

Au contraire des décisions prises par un pouvoir isolé, cette rupture, urgente et incontournable, doit se construire sur une véritable démocratie sanitaire, qui permette l'expression du Parlement, des élus locaux, des organisations de salariés, des équipes de recherche et des personnels médicaux, des acteurs des services publics.

À ce titre, le Parti communiste français réitère sa demande de mise en place d'un comité d'urgence nationale, prenant appui sur des structures similaires dans les territoires.

L'urgence sanitaire est inséparable de l'urgence sociale. Ce deuxième confinement peut être celui d'une aggravation terrible de la crise sociale. Tous les moyens doivent être mobilisés afin qu'il ne conduise pas à de nouvelles inégalités, à une explosion du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Les aides annoncées par le gouvernement ne suffiront pas à l'éviter. C'est une toute autre politique économique et sociale qu'il faut engager.

Immédiatement, l'aide massive, dont ont besoin nos hôpitaux et nos soignants pour faire face à la crise, doit être débloquée. Il ne faut pas se contenter de vœux pieux sur la protection des salariés qui continueront à se rendre sur leurs lieux de travail, des dispositions concrètes doivent être décidées après négociation avec les organisations syndicales. Un plan pauvreté doit être déployé afin que toutes celles et tous ceux qui vont subir un terrible choc social ne sombrent pas dans l'exclusion.

Le PCF appelle à la mobilisation de toutes les forces de progrès, des forces syndicales et associatives, des forces politiques de gauche et écologistes pour faire de cette période un temps utile afin de construire un projet rompant avec le désastre des politiques poursuivies depuis des décennies et contribuer à des victoires sociales et politiques.

Ses militant.e.s et élu.e.s continueront, comme lors du premier confinement, à porter cette ambition et à organiser les solidarités indispensables dans les territoires.